

Attribution de temps

les changements que nous voudrions voir dans ce pays. Nous demandons qu'on nous présente des prévisions, qu'on nous fournisse des justifications, qu'on soit logique. Nous demandons qu'on donne une lueur d'espoir aux hommes d'affaires, aux agriculteurs, aux travailleurs et aux consommateurs canadiens, qui cherchent désespérément des raisons d'avoir confiance et d'espérer pour l'année financière 1983.

En quels termes ces députés peuvent-ils s'adresser à leurs électeurs? Ils doivent se contenter de dire: «Eh bien, nous augmentons le montant total de notre dette.» Notre déficit atteint maintenant 134 milliards, et si l'on en croit les réflexions du ministre des Finances, il s'élèverait à 160 milliards l'an prochain. Un quart de l'argent des impôts sert à payer l'intérêt sur ce déficit. C'est scandaleux. Quand nous demandons au premier ministre ou à son ministre des Finances de mettre sur pied un comité afin de permettre aux députés de donner des exemples de gaspillage et de proposer des secteurs où les dépenses pourraient être réduites, on nous répond carrément non. Le ministre des Finances, pour sa part, nous présente un projet de loi portant pouvoir d'emprunt suivi d'une motion de clôture. La confiance, voilà ce qu'il nous faut, mais au cours des dernières semaines, on nous a présenté toutes sortes de mesures législatives sauf celles qui aideraient les Canadiens à retrouver la confiance dont ils ont besoin pour se sortir de cette récession.

• (1550)

Nous avons besoin de fonds pour la création d'emplois et les investissements, monsieur le Président. Mais voilà qu'on dépose cet argent dans des comptes d'épargne, qu'on l'investit à l'étranger, qu'on s'en sert pour payer des impôts et des intérêts toujours plus élevés et que les entreprises l'emploient pour réduire leur dette, question de se tenir à flot. Au lieu de mettre sur pied des programmes destinés à investir ces fonds de façon productive, le gouvernement nous présente des projets de loi visant à accroître son pouvoir d'emprunt, puis il impose le baïllon de manière à empêcher les députés de discuter convenablement de ce qu'ils ont à étudier. Pour bien faire, il faudrait que le gouvernement, lorsqu'il demande l'autorisation d'emprunter, produise un plan des dépenses qu'il a l'intention d'engager, dans un document distinct des livres bleus. Pour bien faire, il faudrait qu'il montre par des exemples qu'il va dépenser l'argent à des fins productives en mettant des capitaux à risque à la disposition des petites entreprises et en supprimant tout ce qui peut décourager le travail. Il nous offre à la place le spectacle d'un grand consommateur de richesse, d'un grand dépensier qui gaspille non pas pour des entreprises productives, mais pour des projets dont l'inefficacité nous a été prouvée maintes fois. Le gouvernement est forcé d'emprunter simplement pour payer les intérêts sur sa dette et notre situation financière continue de se détériorer.

Voilà pourquoi mes collègues et moi nous opposons aujourd'hui à l'imposition de la clôture. Nous voulons des négociations plutôt qu'une interruption du débat.

[Français]

M. Louis Duclos (Montmorency-Orléans): Monsieur le Président, j'ai pu suivre ce débat qui dure déjà depuis le 17 février, c'est-à-dire depuis près de trois semaines, et j'ai été frappé par la faiblesse des arguments utilisés par les députés de l'opposition officielle tout autant que par ceux du Nouveau

parti démocratique. Au fond, qu'est-ce qu'on nous dit? On nous dit essentiellement que le gouvernement fédéral a perdu le contrôle de ses dépenses et que, pour autant que l'opposition est en cause, il n'est pas question de signer un chèque en blanc au gouvernement en autorisant l'emprunt de 5 milliards de dollars pour compléter l'exercice financier 1982-1983 et pour lui permettre d'anticiper sur l'année 1983-1984 en empruntant 14 milliards de dollars, alors qu'on sait que le déficit prévu pour l'exercice financier 1983-1984 pourrait être de près de 30 milliards de dollars, comme l'affirment de nombreux observateurs.

Je voudrais signaler que si le gouvernement a besoin de 14 milliards de dollars pour l'exercice financier 1983-1984, c'est qu'en bon gestionnaire il doit pouvoir planifier sa venue sur le marché des capitaux de façon à ne pas y venir au moment où les provinces et de grandes entreprises privées y vont.

Monsieur le Président, quelle est vraiment la réalité? Est-il juste d'affirmer à la face de toute la population que le gouvernement fédéral a perdu le contrôle de ses dépenses? Examinons plutôt les chiffres, des données bien précises et concrètes qui permettent d'établir exactement la réalité. Si l'on fait abstraction du service de la dette, en 1975-1976, les dépenses de l'appareil gouvernemental fédéral représentaient 20.5 p. 100 du produit national brut, et en 1981-1982, six ans plus tard, toujours en faisant abstraction du service de la dette, elles représentaient non plus 20.5 p. 100 du produit national brut, mais 16.2 p. 100. On me dira: Les choses ont considérablement changé à partir de l'exercice financier 1982-1983, et il en sera de même en 1983-1984.

Je crois qu'il est évident qu'il était impossible pour le gouvernement de maintenir cette tendance, précisément à cause de la conjoncture économique absolument terrible et mauvaise qui affecte non seulement le Canada, l'Amérique du Nord, mais la planète tout entière, l'ensemble du monde industrialisé, monsieur le Président! Si les députés de l'opposition sortaient un peu de leur coquille et examinaient un peu ce qui se passe autour d'eux, allaient un peu au delà de la frontière, du continent nord-américain, ils se rendraient compte que, partout dans le monde, les gouvernements accusent des déficits budgétaires. Il s'agit d'examiner un peu ce qui se passe aux États-Unis où, en dépit de la présence à la présidence des États-Unis d'un homme qui avait fait sa campagne électorale en promettant un budget équilibré, au bout de quelques années, ce pays se retrouve avec un déficit budgétaire record, un déficit budgétaire comme il n'en a pas connu au fil des ans.

Monsieur le Président, pourquoi le déficit budgétaire a-t-il tant augmenté? Tout simplement parce que, d'une part, les recettes ont été moins élevées qu'elles ne l'auraient été dans une conjoncture économique normale et, d'autre part, les dépenses ont été, elles, plus élevées qu'elles auraient dû l'être normalement si nous avions eu un taux de chômage de 6 ou 7 p. 100 et une croissance économique réelle de 4, 5 ou 6 p. 100 par année, alors que nous avons plutôt eu une croissance économique négative.

Monsieur le Président, il est évident qu'en période de récession économique, quand il existe plus de chômage, les gens gagnent moins et ils paient moins d'impôt. De plus, les entreprises accusent des pertes ou réalisent des profits réduits. Donc, les impôts sur les profits des sociétés ont diminué